

Le 17 février 2026

Chère Honorable Madame Anita Anand,

L'Union nationale des fermiers du Canada (UNF) demande à votre gouvernement de prendre des mesures immédiates contre le génocide du peuple palestinien par Israël en suspendant l'accord de libre-échange entre le Canada et Israël et en instaurant un embargo complet sur les armes à destination et en provenance d'Israël, notamment en adoptant le projet de loi C-233, intitulé « No More Loopholes Act » (loi visant à éliminer les lacunes), et en annulant tous les contrats d'exportation existants.

Le Canada a une obligation légale immédiate et contraignante, en vertu de la Convention sur le génocide, de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher de nouveaux actes de génocide commis par Israël, et le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a appelé tous les États à « cesser immédiatement la vente, le transfert et le détournement d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires vers Israël ».

Les experts de l'ONU ont également appelé les États à mettre fin à toutes les importations, exportations et transferts d'armes avec Israël, et à annuler ou suspendre les relations économiques et les accords commerciaux qui contribuent à l'occupation illégale et au régime d'apartheid d'Israël.

L'Union nationale des fermiers est une organisation à adhésion directe qui représente les agriculteurs, les travailleurs agricoles et les peuples autochtones à travers le Canada/l'île de la Tortue. Depuis près de trois décennies, en tant que membres du mouvement mondial La Via Campesina pour la souveraineté alimentaire et les droits des paysans, nous militons pour la solidarité avec les agriculteurs à l'échelle internationale. En tant que membres de la communauté agricole mondiale, nous nous sentons obligés de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin au traitement illégal et violent infligé par le gouvernement israélien aux agriculteurs et aux terres palestiniens, ainsi qu'à son utilisation de la nourriture comme arme de génocide.

À la suite de notre convention en novembre 2025, les membres de l'UNF prennent des mesures concrètes conformément à [notre résolution historique](#) visant à rejoindre le mouvement mondial « Boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS). Nous avons commencé à mener un audit de nos investissements et de nos relations avec les entreprises canadiennes et internationales qui tirent profit du génocide et de

l'occupation illégale de la Palestine. Nous développons des ressources à partager avec nos membres afin qu'ils puissent mettre en œuvre le BDS dans leurs exploitations agricoles, leurs foyers et leurs communautés.

Nous exhortons votre gouvernement à soutenir ces efforts et à suspendre immédiatement tout commerce militaire et économique avec Israël, qui contribue directement à son occupation illégale, à son régime d'apartheid et au génocide en cours en Palestine.

Cordialement,



Jenn Pfenning, Présidente de l'UNF